

C.I.J.
CENTRE INFORMATION JEUNESSE
DE L' AISNE

Siège social : 56 Boulevard Gras Brancourt
02000 LAON


Siret 377 927 967 00028 – Code NAF : 9499Z

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023


Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims


1 Bd. Charles Batet
10000 Troyes


Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72


e.moreau@cabinet-egale.fr
pjo.egale@cabinet-egale.fr

A l'assemblée générale de l'association C.I.J. CENTRE INFORMATION JEUNESSE DE L' AISNE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre association lors de son assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos **le 31 décembre 2023**, sur:

- le contrôle des comptes annuels de l'association:

C.I.J. CENTRE INFORMATION JEUNESSE DE L' AISNE

Tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

1) Opinion:

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion:

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur:

- le fait, comme l'an passé, qu'une partie des financements perçus pour l'exercice 2023 et précédemment n'a pas été utilisée et a donc été rapportée en « fonds dédiés » tel que présenté dans le tableau « Fonds dédiés – Subventions affectées » de l'annexe des comptes annuels.

3) Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Nous nous sommes particulièrement attachés à vérifier la concordance des subventions comptabilisées avec les éléments probants correspondants, mais également à nous assurer du rattachement au bon exercice de celles-ci par le biais de la comptabilisation de « fonds dédiés » notamment ;
- Nous avons par ailleurs porté une attention particulière à l'explication des variations dans les frais généraux de l'association d'une année à l'autre.

4) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France,

aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le groupement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

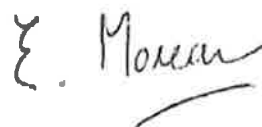
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 24 juin 2024

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'E. Moreau', with a horizontal line underneath.

E. MOREAU

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 640	2 640		
Immobilisations corporelles	22 429	22 235	194	669
Immobilisations financières	645		645	645
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 714	24 875	839	1 314
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	276		276	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	5 093		5 093	2 927
Autres	42 598		42 598	57 657
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	225 525		225 525	210 595
Caisse	216		216	239
TOTAL ACTIF CIRCULANT	273 708		273 708	271 418
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 494		1 494	1 510
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	1 494		1 494	1 510
TOTAL GENERAL	300 916	24 875	276 041	274 241

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents
autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :



Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Résultat de l'exercice	16 081	12 338
Report à nouveau	91 869	79 531
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	107 950	91 869
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	107 950	91 869
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	43 956	39 404
FONDS DEDIES	85 384	100 990
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	9 535	6 779
Autres	29 215	32 533
TOTAL DETTES	-46 633	-61 678
Produits constatés d'avance		2 667
TOTAL GENERAL	276 041	274 241
ENGAGEMENTS DONNES		
(1) Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an	38 751	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		



Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue	16 128	6,70	31 684	9,87	-15 556	-49,10
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	224 436	93,29	289 388	90,13	-64 952	-22,44
Reprises et Transferts de charge	52 748	21,93	47 759	14,87	4 989	10,45
Cotisations						
Autres produits	25	0,01	354	0,11	-329	-92,87
Produits d'exploitation	293 338	121,93	369 186	114,99	-75 848	-20,54
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	78 792	32,75	65 782	20,49	13 010	19,78
Impôts et taxes	3 536	1,47	3 490	1,09	47	1,33
Salaires et Traitements	176 752	73,47	173 039	53,89	3 712	2,15
Charges sociales	31 959	13,28	33 026	10,29	-1 067	-3,23
Amortissements et provisions	5 028	2,09	3 456	1,08	1 571	45,47
Autres charges	337	0,14	228	0,07	109	47,93
Charges d'exploitation	296 403	123,20	279 021	86,90	17 382	6,23
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 065	-1,27	90 165	28,08	-93 230	-103,40
Opérations faites en commun						
Produits financiers	2 915	1,21	1 136	0,35	1 779	156,62
Charges financières						
Résultat financier	2 915	1,21	1 136	0,35	1 779	156,62
RESULTAT COURANT	-150	-0,06	91 301	28,44	-91 451	-100,16
Produits exceptionnels	1 270	0,53	2 243	0,70	-973	-43,38
Charges exceptionnelles	645	0,27	2 866	0,89	-2 221	-77,50
Résultat exceptionnel	625	0,26	-623	-0,19	1 248	-200,31
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées	100 990	41,98	22 650	7,05	78 340	345,87
Engagements à réaliser	85 384	35,49	100 990	31,45	-15 606	-15,45
EXCEDENT OU DEFICIT	16 081	6,68	12 338	3,84	3 743	30,34



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CENTRE INFORMATION JEUNESSE AISNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 276 041 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 16 081 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2023 par les dirigeants de l'association.

L'objet de l'association, conformément à l'article 3 des statuts mis à jour le 22 juin 2021, est le suivant :

"Cette association a pour objet d'informer et d'accompagner les jeunes, leur famille, les structures associatives et institutionnelles et toutes personnes ayant un lien direct ou indirect avec le public accueilli, dans tous les domaines et par tous moyens appropriés avec comme objectifs l'accès à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle, l'intégration, la réflexion, l'expression, l'acquisition des savoirs dans une dimension citoyenne, participative, volontaire et d'engagement. Les moyens dont peut se prévaloir le Centre Information Jeunesse de l'Aisne sont notamment : la création de supports et outils pédagogiques, la communication, la formation et toutes démarches professionnalisantes, la mise en réseau, le diagnostic et l'évaluation, l'organisation et/ou la participation à des projets, manifestations et actions ponctuelles, la mise en place d'activités, d'interventions et d'animations, une veille générale sur les thématiques pouvant intéresser le public, la mise en place de services dédiés au public."

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-04 applicable à compter du 01/01/2023 modifiant les dispositions du règlement 2018-06. L'application de cette nouvelle réglementation n'a pas d'impact sur les comptes de l'association.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les options suivantes ont été exercées :

- frais de constitution, de transformation, de premier établissement : non applicable
- frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission : non applicable
- droits de mutation, honoraires, commissions, ou frais d'actes sur immobilisations incorporels et corporels : non applicable
- droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières (titres) : non applicable
- coûts de développement : non applicable
- coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs : non applicable
- composants de deuxième catégorie / provisions pour grosses réparations : non applicable
- durée d'amortissement des biens non décomposés : application de la méthode de simplification conformément au CRC 2005-09

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Une provision de 4 552,35 € au titre des indemnités de Fin Carrière a été comptabilisée au 31/12/2023.

A la clôture de l'exercice, le montant estimé est ainsi de 43 956,00 € selon la méthode suivante:

- un taux d'actualisation de 3,20 %
- un taux de départ volontaire à l'initiative des salariés de 100,00 %
- un Turn-Over faible
- 2 catégories de salariés : CADRE et NON CADRE
- Evolution de la rémunération de 1% pour la catégorie NON CADRE et de 1,5 % pour la catégorie CADRE
- Age de départ à la retraite de 64 ans
- Un taux de charges patronales de 39%
- Seuls les salariés de plus de 50 ans sont pris en compte dans le calcul.



Règles et méthodes comptables

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 640			2 640
Immobilisations incorporelles	2 640			2 640
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	10 143			10 143
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 286			12 286
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	22 429			22 429
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	645			645
Immobilisations financières	645			645
ACTIF IMMOBILISE	25 714			25 714



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 640			2 640
Immobilisations incorporelles	2 640			2 640
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 759	475		22 235
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	21 759	475		22 235
ACTIF IMMOBILISE	24 399	475		24 875

auditec.fr
commissaire aux comptes



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 49 830 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	645		645
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 093	5 093	
Autres	42 598	42 598	
Charges constatées d'avance	1 494	1 494	
Total	49 830	49 185	645
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

auditme.fr
commissaire aux comptes

Produits à recevoir

	Montant
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	895
Total	895



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	79 531	12 338			91 869
Excédent ou déficit de l'exercice	12 338	-12 338	16 081		16 081
Situation nette	91 869		16 081		107 950
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	91 869		16 081		107 950

Provisions



Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	39 404	4 552			43 956
Total	39 404	4 552			43 956
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		4 552			
Financières					
Exceptionnelles		85 384	100 990		



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 38 751 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 535	9 535		
Dettes fiscales et sociales	29 115	29 115		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	100	100		
Produits constatés d'avance				
Total	38 751	38 751		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	5 598
DETTE PROVIS. PR CONGES A PAYER	15 814
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	4 879
CHARGES SOCIALES - CHARGES A PAYER	2 473
Total	28 765



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	1 494		
Total	1 494		


commissaire aux comptes



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 2 544 euros



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 7 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés	2	4	6	6
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	2	5	7	7

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 40 210 euros.

* PARMENTIER SYLVIE : 40 210 euros.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	2 534	2 558
Prestations en nature	18 736	18 736
Dons en nature		
Total	21 270	21 294
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		



Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
SDJES SNU-SDIS	400	400	400				
CPAM Sexualité et h	3 000	3 000	3 000				
DRAJES Animation	1 000	1 000	1 000				
FIPDR Cleudo harce	3 000	3 000	3 000				
ANCT Skate	3 195	3 195	3 195				
VILLE Skate	710	710	710				
ANCT Locaux Montr	19 000	19 000	19 000				
ANCT Comm Monan	6 900	6 900	6 900				
Grossesses précoce	1 118	1 118	1 118				
DDETS Précarité me	7 000	7 000	7 000				
Animation France Se	19 000	19 000	19 000				
ANRU Boussole	36 667	36 667	36 667				
ANCT COEUR DE Q					23 400	23 400	23 400
DDETS Précarité me					7 450	7 450	7 450
DDETS Migrants					320	320	320
DRAJES Développe					2 700	2 700	2 700
DRAJES VOLONTR					3 000	3 000	3 000
DROIT DES FEMME					2 500	2 500	2 500
MILDECA					2 500	2 500	2 500
FIPD Handicap					2 000	2 000	2 000
ANRU					31 000	31 000	31 000
CPAM Harcèlement					7 500	7 500	7 500
VILLE SOPHRO					3 014	3 014	3 014
Total	100 990	100 990	100 990		85 384	85 384	85 384

C.I.J.

**CENTRE INFORMATION JEUNESSE
DE L' AISNE**

**Siège social : 56 Boulevard Gras Brancourt
02000 LAON**

Siret 377 927 967 00028 – Code NAF : 9499Z

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



**Bat A4 Allée Santos Dumont
51100 Reims**



**1 Bd. Charles Baltet
10000 Troyes**



**Reims +33 (0)3 26 47 44 55
Troyes +33 (0)3 25 81 42 72**



**e.moreau@cabinet-egale.fr
pjo.egale@cabinet-egale.fr**

A l'assemblée générale de l'association C.I.J. CENTRE INFORMATION JEUNESSE DE L' AISNE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

Convention avec : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L' AISNE

Personnes concernées : Madame Isabelle ITTELET, Madame Jeanne ROUSSEL et Madame Véronique LEBEAU

Objet : subvention de fonctionnement

Au titre de l'année 2023, le Conseil Départemental de l'Aisne a attribué une subvention de 50 000 €.

Convention avec : VILLE DE LAON

Personnes concernées : Madame Delphine VALLIERE, Madame Marie-Pierre FOURDRAIN FAY et Monsieur Mickaël BEAUFRERE

Objet : subvention de fonctionnement

La ville de Laon a octroyé une subvention de 12 000 € pour l'année 2023.

Objet : mise à disposition des locaux

Le renouvellement de la convention, suivant la délibération du conseil municipal en date du 25 mai 2020 a effet au 31 décembre 2020, qui met à disposition des locaux appartenant à la ville de Laon pour une durée de 6 ans renouvelable une fois. Les locaux mis à disposition gratuitement représentent une valeur locative de 14 635.10 € et les charges comprenant l'électricité, eau, chauffage une valeur de 4 100.87 €.

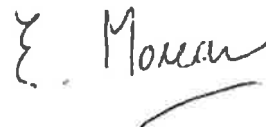
Objet : subvention Bien mieux !

La ville de Laon a accordé une subvention « Bien mieux ! » d'un montant de 3 000 €.

Objet : subvention sophrologie

La ville de Laon a accordé une subvention « Ville LAON Sophrologie » d'un montant de 3 014 €.

Reims, le 24 juin 2024



E. MOREAU